

# L'heure du réveil



# Dihunomp !

La lettre d'information des Bretons

ISSN 1961 - 6015



Jun 2013 - N° 68



## Éditorial

### Les structures, vous dis-je ! \*

En ce (joli) mois de mai, l'Europe a accordé un sursis de deux ans à la France pour qu'elle respecte son désir annoncé de rétablir l'équilibre de ses finances, ce qu'elle ne réussira pas à atteindre, comme promis ou espéré, en cette année 2013. « Victoire ! » ont aussitôt crié les journaux nationaux, plats et serviles, champions de la "mésinformation". On se serait cru au lendemain de la bataille de Valmy, fleuron de la révolution triomphante.

Quelques jours après cependant, l'Europe "convoquait" - existe-t-il un autre mot ? - le chef de l'État français à Bruxelles pour expliquer les raisons de son geste solidaire et généreux envers la France sans oublier toutefois de lui prodiguer ses conseils pour arriver au résultat escompté. Bien entendu et là encore, les journaux ont fait peu de place aux recommandations européennes et se sont contentés des quelques phrases sibyllines prononcées par le chef de l'État en réponse aux remontrances du Commissaire européen.

Or, il se trouve que ces recommandations portaient principalement sur la réforme nécessaire, urgente et inéluctable des "structures" de l'organisation étatique dont la France s'est dotée au cours des siècles. On sait - au moins si on lit attentivement Dihunomp (N°62, p.2) - que François Hollande, à propos du "pacte européen de stabilité" qui offrait deux options aux pays-membres pour rétablir l'équilibre de leurs finances ( soit le retour à un maximum de 3% du déficit annuel du budget, soit un déficit "structurel" ramené à 0,5% du PIB sur des dépenses publiques non prévues au budget initial et non compensées par des recettes équivalentes), avait préféré la première option. En France, pour équilibrer le budget national, les élus, surtout s'ils sont "de gauche", ne savent qu'augmenter les recettes (impôts et charges sur consommateurs, contribuables et entreprises) mais ne songent guère à maîtriser ou réduire les dépenses publiques.

### Les structures, vous dis-je, répète l'Europe.

Car tout est là ! Le pays France n'est plus, aux yeux du monde, qu'une Administration pléthorique omnipotente et excessivement coûteuse. Il a perdu tout de son rayonnement passé, culturel et économique. Il n'est que de voir le nombre de ses ministres, de ses ministères, de ses assemblées, de ses collectivités, de ses Hautes Autorités, de ses commissions spéciales, de ses observatoires, de ses agences, de tous ces "opérateurs de l'État", qui foisonnent à qui mieux mieux à propos de tout et n'importe quoi. La France, au travers de ses administrations directes, est le principal employeur dans son petit hexagone avec ses 5.300.000 "serviteurs de l'État". Et ce chiffre ne comprend pas le personnel au statut privilégié des Entreprises-monopoles d'État, dites privatisées mais dans lesquelles l'État détient des majorités en capital ou des minorités de blocage. Qui osera détruire cette termitière gigantesque et la remplacer par un outil plus performant, plus efficace ?

Bien sûr on pense tout de suite à réduire, comme l'a fait timidement le précédent gouvernement, le nombre de petits fonctionnaires en ne remplaçant pas les partants en retraite. C'est très loin d'être la meilleure méthode. C'est plutôt dans les hautes sphères de cette Administration qu'il faut agir : présidents, vice-présidents, hauts conseils, commissaires, directeurs, adjoints, "qualifiés d'expert", etc. qui pullulent à outrance et qui, non seulement disposent de salaires et prébendes très élevés, mais sont souvent des refuges pour petits copains du même parti ou de la même école. Deuxième terrain d'action : ces comités, dont les fameux "Théodule", qui ne sont que le reflet de l'incompétence des dirigeants dans des domaines accaparés par l'État qui n'auraient jamais dû entrer dans sa sphère d'intervention.

Paul Chérel

\* inspiré du "Le poumon, vous dis-je !" de Toinette dans "Le malade imaginaire" de Molière, mais là, le malade n'est pas imaginaire.

Les fonctionnaires sont comme les livres d'une bibliothèque. Ce sont ceux qui sont placés en haut qui servent le moins.

réflexion attribuée à

**Henri IV**

#### Au sommaire de ce N° 68

p. 2 : May 9, Europe day

p. 3 : Le two-Pack

p.3 et p.7 : Le .bzh

Et via Internet

p. 6 : Deux études IREP

p. 7 : STX

**Lu dans la presse minorisée**

( mai 2013 )

**Petits pas de danse :**

« Entre les cascades de promesses faites, depuis la campagne présidentielle et les décisions fluctuantes prises un an après l'élection, les Français lucides ne savent plus ce qu'il en est. Oui, nous allons rapidement comprendre notre douleur, mais les mesures devront être clarifiées, votées, appliquées. Dans tous les domaines, les remises en cause se sont multipliées. Un ministre est souvent immédiatement contredit par le chef du gouvernement et le président a gommé les promesses les plus nécessaires à la survie du pays pour imposer des réformes "sociétales" réclamées par ses amis, pour ne m'en tenir qu'au seul point de nos forces armées, les hypothèses les plus contradictoires ont fusé : on allait réduire nos effectifs utilisables à une seule division ; le porte-avions allait être vendu, ou loué, ou resterait à quai... on supprimerait les commandes déjà reportées... d'où le ministre de la Défense tirant le signal d'alarme « économique et industriel... l'outil allait être cassé... etc. » ( Claude Vignon in "Lectures Françaises" N° 673 )

**Pour la réflexion des Bretons (et de tant d'autres ! ) :**

« **Le déni de sa globalité fragilise la Normandie :** Depuis 1956, avec une accentuation en 1972, puis son institutionnalisation en 1982, la division de la Normandie a conduit les décideurs politiques à méconnaître la vocation cohérente d'une région s'articulant autour de la Baie de Seine et de l'axe structurant de la vallée de ce fleuve. Il en est résulté, outre un esprit localiste particulièrement mesquin, une sordide et vaine compétition, non stimulante, entre ses principales villes, une absence d'ambition qui se traduit, de jour en jour, par une croissance, d'abord médiocre, ensuite en panne. Les conséquences en sont visibles : la Normandie n'attire plus, elle désespère ses jeunes qui la quittent en grand nombre, elle ne trouve plus le ressort de résister à la pernicieuse vague de désindustrialisation liée à la mondialisation dont profitent les pays émergents plus compétitifs. Elle gâche les atouts de son capital de situation par un manque de vision et d'anticipation. » ( extrait d'un communiqué du Mouvement normand en date du 18 mai signé Guillaume Lenoir )

**La métropolisation, un modèle obsolète :**

«... La désindustrialisation des villes et le jeu spéculatif foncier et immobilier créent des poches d'exclusion -«les quartiers»- pour les migrants internationaux et les catégories moyennes et pauvres vers les périphéries. Ces zones périphériques et rurales, délaissées par les services publics, deviennent des foyers de résistance sociale et culturelle. ... Dans cette redistribution sociale, le territoire rural n'est plus qu'un espace à consommer. La seule Région Bretagne ( ndlr : l'auteur entend par là la seule région administrative probablement, la B4 ) dilapide plus de 6500 ha par an depuis dix ans, c'est à dire plus du dixième des 60 000 ha consommés chaque année sur le territoire national. ( ndlr : l'hexagone ) Cette pression enregistrée tant sur les couronnes périurbaines que sur le littoral contribue à déstabiliser une activité agricole pourtant garante des équilibres environnementaux et productions fondamentales. » ( Yves Lebahy, géographe, in "Peuple breton" N° 592 )

**Haro sur les faibles :**

« L'État de Berne connaît, comme tant d'autres, des difficultés financières... A terme, l'État bernois devra chercher à dépenser moins et à encaisser davantage, l'endettement ne pouvant monter jusqu'au ciel. La manière dont il s'y prendra reste ouverte. La fonction publique et les bénéficiaires de subventions pencheront pour «encaisser plus», par crainte de faire les frais de «dépenser moins». L'économie penchera pour «dépenser moins» afin de ne pas régler la facture «d'encaisser plus». Le citoyen lambda réagira selon sa situation ou ses idées. Ce type de dilemme se règle par un compromis plus ou moins praticable sur le plan politique. On essaiera de dépenser un peu moins et d'encaisser un peu plus, en choisissant pour victimes les plus faibles ou les moins organisés. Une telle pratique ne relève ni de «la gauche» ni de «la droite» puisque tous les gouvernements s'y adonnent quelle que soit leur couleur. Les discours varient, pas le fond. » ( Alain Charpillot in "Le Jura Libre" N° 2845 )

suite page 3

**May 9, Europe day :**

Salvage Europe with visionary leadership ? Is Europe losing faith in the EU ? Happy Europe Day! *C'est par ces mots que commence un article publié par "The daily Bell" le 8 mai à partir de notes prises dans le Wall Street Journal. Nous en proposons une traduction libre abrégée à nos lecteurs :* « Si vous ne savez pas que le 9 mai est "jour de l'Europe", vous vous classez en bonne compagnie parmi une majorité d'Européens. Même en cette période pleine d'agitation, ce jour férié - qui commémore la déclaration Schumann, présentée par le ministre français des Affaires Étrangères Robert Schuman in 1950, créant la Communauté du Charbon et de l'Acier - n'arrive pas à la hauteur des feux d'artifice de renommée intercontinentale du 4 juillet (*c'est un Américain qui parle*). Il est pourtant l'occasion de réfléchir sur les immenses périls que l'Europe risque de faire courir aux États-Unis et au monde entier. Déficits budgétaires, déficit de démocratie qui conduisent à une Europe irresponsable et manquant de légitimité. Il manque un chef à l'Europe.

**L'argent facile :**

La "Deutsche Welle" (*l'onde allemande*) est un service international de diffusion d'information créé par l'Allemagne en 1953. La revue de presse mondiale LEAP, fait état le 8 mai d'un de ses communiqués (*en anglais*) selon lequel l'Europe aurait déjà dépensé ou programmé 532 milliards d'euros pour secourir cinq (*bien lire, seulement cinq*) pays en difficulté financière. Le dernier en date est Chypre avec 9 milliards. Parmi les bénéficiaires de ces largesses : la Grèce au moins 350 milliards, l'Irlande 85 milliards, le Portugal, seulement 78 milliards, l'Espagne, jusqu'à 100 milliards environ prévus pour la recapitalisation de ses banques. Les pays européens "riches" garantissent majoritairement ces fonds (*c'est à dire leur remboursement pourtant incertain*) à hauteur de 27 % pour l'Allemagne, 20% pour la France (*(tiens! elle est riche ?)*) et 18% pour l'Italie.

**Décentralisation :**

Le projet baptisé Acte III se transforme de plus en plus en une "usine à gaz" selon l'expression utilisée par Alain Rousset, président (*pourant PS*) de l'association des Régions de France (ARF). Nous sommes le 15 mai, mais il faut dire que; le jour précédent, la gazette des communes annonçait le rôle accru du département qualifié «d'ingénieur en chef». « le "projet de loi de mobilisation des régions pour la croissance et l'emploi et de promotion de l'égalité des territoires" entérine le nouveau rôle du département, déjà officieusement relais d'ingénierie sur de nombreux territoires. » Belle pagaille ! Malgré cela, le Sénat se réjouissait quelque temps après d'avoir grandement simplifié le texte initial, notamment avec la suppression du pacte de gouvernance territoriale, objet pourtant si cher à la ministre Marylise Lebranchu, mais que nous dénoncions déjà dans l'éditorial du N° 62 de Dihunomp.

**Merci à tous ceux qui veulent bien continuer de nous envoyer de temps à autre des timbres à 0,56 € (écopli 20g. 4 pages) pour aider à maintenir au niveau de 400 exemplaires la diffusion de cette lettre d'information des Bretons par la voie postale à ceux qui ne disposent pas des facilités Internet.**

### Une nouvelle vision de l'innovation :

*Innovation, un sujet à la mode dont les élus politiques voudraient bien s'emparer alors qu'ils n'ont, en général aucune base culturelle, scientifique, technique ou commerciale qui les y prédestine. Voici ce qu'en pense Alain Daher, président de la CCI Bretagne : « La conquête de marchés et la rentabilité de toute PME restent la principale motivation du chef d'entreprise. Aujourd'hui, pour y parvenir, innover est une nécessité qui permet aussi de préserver son indépendance et d'assurer sa pérennité. Faire accepter une innovation par ses clients est un vrai challenge qui ne va pas de soi. ... Les dernières révolutions technologiques nous ont montré que plus un produit était innovant, plus il appelait à réorganiser autour de lui son environnement. ... Même s'il faut faire attention à ce que l'innovation ne devienne pas un panier fourre-tout avec par dessus l'étiquette "Miracle économique", elle est une réponse globale d'adaptation au changement qui vise à renforcer la performance de l'entreprise. » ( in "Bretagne économique" N° 221 )*

### Bretons d'ici et d'ailleurs :

« Une étude sociologique sur l'immigration en Bretagne s'est muée en exposition sur les migrations, au musée de Bretagne. ... *Nous en retenons surtout ceci concernant l'émigration des Bretons.* Partie de l'immigration, l'étude comporte aussi quelques passages sur l'émigration. Car les deux phénomènes sont parfois liés. On pense, par exemple, à la première vague d'émigration née dans les Côtes-d'Armor au début du 19e siècle. En cause : la chute des industries toilières, la surpopulation et la pauvreté. Il n'y avait plus assez de terres à cultiver. Les Bretons sont obligés de partir. Les hommes prennent la direction du Havre, pour trouver du travail sur le chantier naval, tandis que les jeunes femmes se tournent plutôt vers Paris et deviennent nourrices ou bonnes à tout faire. La Bretagne aurait ainsi perdu plus d'un million d'habitants entre 1831 et 1968. Mais au début du 20e siècle, commencent à s'ouvrir des mines, comme celle de Trémuson (dans les Côtes-d'Armor), des forges et des carrières qui ne trouvent pas assez de bras. Une main d'œuvre qualifiée arrive alors d'Italie et de Pologne. Les Italiens ont longtemps été la nationalité la plus représentée avec les Britanniques. » ( Nathalie Blanc in "Sciences-Ouest" N° 309 )

### 1600 Amap réécrivent leur charte :

« Depuis bientôt dix ans que la charte des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (Amap) a été rédigée, les pratiques ont évolué et le nombre d'associations a explosé, passant de 10 à 1600 ! Un chantier de réécriture est lancé, coordonné par le Mouvement inter-régional des Amap (Miramap) pour que les groupes notent leurs attentes, notamment en matière d'éthique et de financement solidaire. Les travaux régionaux devraient aboutir à une proposition de charte en juillet 2013, finalisée en fin d'année par des rencontres nationales. » ( in "Bretagne durable" N° 7 )

### L'histoire bretonne plus vivante que jamais :

*Bretagne magazine vient d'engendrer une nouvelle publication périodique sur "L'Histoire de Bretagne" « Un magazine sur l'histoire de la Bretagne ? Mais pourquoi donc ? ... C'est que la matière bretonne est inépuisable, nourrie au fil des siècles par les aventures d'hommes et de femmes au caractère bien trempé, irriguée par la mer, qui a fait pénétrer les histoires du monde par les ports bretons. Cette histoire, comment la connaissons-nous aujourd'hui ? Par les livres, les musées et ces événements, souvent festifs, qui nous parlent de temps que nous n'avons pas connus. Mais malheureusement pas par l'école, qui ignore encore, peu ou prou, les histoires régionales. Aujourd'hui plus que jamais, il est pourtant indispensable de savoir d'où l'on vient pour ne pas se laisser emporter par l'uniformisation, cet autre ravage de la mondialisation. Pour être forte, la Bretagne doit savoir qui elle est. » ( Tanguy Monnat, éditorial in "Bretagne histoire" N° 1 )*

### Eil Diwan-Kup-Treuzrabin :

« La deuxième édition de la Diwan-Kup-Transrabine aura lieu le 16 juin 2013 dans le port de Vannes (en face du club d'aviron). La Diwan-Kup-Transrabine vous propose des courses de godille et d'aviron. Bien que réalisée dans un esprit festif, il s'agit de vraies compétitions, organisées dans un environnement logistique rigoureux, regroupant des passionnés et des compétiteurs du meilleur niveau. » ( in "Lizher Diwan" N° 26 )

### Opération séduction ?

Après Bayonne où il est arrivé le 13 mai, et avant Boulogne-sur-mer, le bateau "Arctic Sunrise" de Greenpeace a fait escale pour trois jours à Saint-Malo, les 26, 27 et 28 mai. Le but de cette tournée est d'apporter le soutien (moral) de Greenpeace à la petite pêche artisanale, surtout celle des ligneurs, face à la grande pêche industrielle des thoniers senneurs et chalutiers profonds qui, selon eux, surexploitent les réserves. Le parlement européen avait pris de bonnes dispositions à ce sujet il y a quelques mois mais les ministres de la pêche des États-membres dont la France, réunis à Bruxelles à la mi-mai ont affaibli la réforme, la France faisant même partie des pays qui font blocage à la négociation. Bonne occasion donc pour l'association écologique de se manifester ! Souhaitons quand même que l'écologie n'arrive pas, malgré les bonnes intentions affichées, à porter des coups fatals aux activités halieutiques comme elle l'a fait inconsiderement pour les activités agricoles !

### Adoption du "Two-Pack" :

En marge de notre éditorial de ce mois-ci, le Conseil européen a formellement adopté le 13 mai le "Paquet de deux" ( en anglais : Two-Pack ) qui avait été approuvé le 12 mars par les eurodéputés. Il s'agit de deux règlements visant à introduire un contrôle beaucoup plus strict des pays de la zone euro en difficulté; Il prévoit l'obligation des États de communiquer leur projet de lois de finances avant le 15 octobre de chaque année. Si la Commission estime que ce plan présente un "manquement particulièrement grave" elle pourra demander une révision du budget. C'est en quelque sorte un droit de veto budgétaire accordé à la Commission européenne. Le texte devrait être publié au journal officiel européen au début du mois de juin.

### Excédent commercial de la zone euro :

Laure de Charette, dans l'édition du 17 mai de "Économie matin" écrit qu'au mois de mars 2013, la zone euro qui comprend 17 membres, a enregistré un excédent commercial record de 22,9 milliards d'euros, le plus important jamais enregistré depuis la naissance de l'euro en 1955 ; petite augmentation (2,9%) des exportations, petite diminution (1%) des importations. Les "exportateurs" qui comptent principalement sont l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Irlande, les "importateurs" sont le Royaume-Uni et la France.

### Extension "BZH" :

Le 11 mai, l'Agence Bretagne Presse; créée par Philippe Argouarch, nous apprenait que la Bretagne venait d'obtenir de l'ICANN ( Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), le régulateur mondial d'Internet, la validation de son dossier de candidature pour une extension en .bzh en même temps que la ville de Paris pour .paris. En vue de cette obtention, la démarche avait été initiée dès 2004 par le député du Finistère Christian Ménard. P.Argouarch précise à l'un des commentateurs de l'information : « Pour avoir une BAL (boîte aux lettres) avec une adresse «patronyme@xxx.bzh», il vous faudra soit acheter un domaine .bzh chez un FAI (fournisseur d'accès à l'internet comme 1&1 ou OVH) et ouvrir une ou des BAL associées, soit prendre un abonnement chez un FAI breton

2014 :

« L'année prochaine verra le 500ème anniversaire de la mort de notre duchesse Anne. Des associations se préparent à commémorer l'événement. Mais que croyez-vous que fasse la région ? Tout juste s'ils sont au courant ! Les services contactés par téléphone répondent « Ah, bon... vous croyez ? ... On ne sait pas encore... » Devant cette inertie qui ne relève pas du caractère breton mais de la servilité congénitale de ses élus envers le pouvoir, il appartient à chacun de préparer l'événement : contacter les associations, adhérer aux initiatives locales, rejoindre les actions collectives ; bref, soutenir tous ceux qui s'apprentent à prendre en main l'organisation de cet anniversaire historique. Il ne faut pas manquer cette occasion de réaffirmer fermement notre bretonnité. » ( in "An Ere" N° 61 )

**Le vrai visage de la gauche :**

« Pierre Maille, président du Conseil général du Finistère, vient de jeter le masque et dévoiler (pour les naïfs) la position traditionnelle de la gauche française concernant la langue bretonne, sa promotion, son enseignement et son avenir comme langue d'usage. ... « Si l'objectif est de dire : on a une langue dont les locuteurs sont en voie de disparition et que nous voulons la maintenir car c'est un patrimoine collectif, au moins faire de l'initiation et de l'enseignement, maintenir une présence dans l'espace public. Ou bien l'objectif est d'en faire une langue d'usage comme le catalan ou le gallois. Moi, clairement, je dis que nous ne sommes pas dans la l'objectif de la langue d'usage. Je pense que cela demanderait des moyens énormes en communication, media, etc. C'est une langue qui a déjà disparu en tant que langue d'usage, à part pour un nombre réduit de locuteurs. » Cette déclaration sonne comme une véritable déclaration de guerre contre ceux qui luttent depuis des années pour une reconquête linguistique en Bretagne. » ( Rozenn Le Hir in "War-Raok" N° 37 )

**Étonnants voyageurs :**

« Écrivains du monde à Saint-Malo : Depuis plus de vingt ans, à la Pentecôte, le festival international du livre et du film Étonnants voyageurs conquiert, durant trois jours, Saint-Malo. Trois cents écrivains et réalisateurs palabrent. 60 000 lecteurs s'y pressent; Un festival gargantuesque où le monde à venir se dit et s'écrit. Inévitablement, il faut se rendre à l'évidence. Dresser le portrait du festival s'apparente à tracer le portrait de Michel Le Bris, Le père créateur, Le fondateur. De toutes pièces, il l'a inventé . Jusqu'à son titre extrait d'un poème de Charles Baudelaire. » ( Chloé Batisou in "ArMen" N°194 )

**La légende dorée des saints :**

« Personne n'ignore que les saints fondateurs de la Bretagne vinrent d'outre-Manche, traversant la mer dans des auges de pierre et ramant avec des avirons de paille. Aux yeux des Bretons d'autrefois, rien ne leur était impossible. On ne compte plus les miracles et prodiges dont ils furent les auteurs. Une grande partie de cette légende dorée fut rassemblée, en 1637, par l'hagiographe Albert Le Grand, dans un imposant volume *La vie des saints de la Bretagne armorique*, dont ses successeurs s'inspirèrent pour écrire le *Buhez ar Sent, le livre des saints* en langue bretonne. Par le passé, le chef de famille en lisait une page, tous les soirs, à la veillée. Plus près de nous, saint Yves Helouri, saint patron de Bretagne et des avocats, est un enfant du pays en chair et en os. Il est né au Minihy-Tréguier vers 1250. Contrairement aux saint fondateurs, il fut canonisé le 19 mai 1347. » ( Daniel Giraudon in "Bretagne magazine" N° 71 )

**Une statue pour les sœurs Goadec :**

« La ville de Carhaix souhaite réaliser une sculpture à l'effigie des sœurs Goadec. La municipalité veut rendre hommage à ces trois chanteuses de kan-hadiskan, originaires du Centre-Bretagne, en leur offrant une statue de bronze de plus de deux mètres de haut, qui sera installée place du Champ de foire. Un appel aux dons a été lancé au public par le maire de Carhaix, Christian Troadec, pour réunir les 120 000 € nécessaires à la réalisation du monument. » ( in "Bretons" N° 87 ) **Dans le même numéro, Disparition de Guy Cotten :** Le père concarnois des cirés jaunes est décédé à l'âge de 76 ans. Issu d'une famille d'agriculteurs, Guy Cotten avait commencé l'aventure du petit bonhomme jaune sur fond noir en 1966. Ses vêtements marins, robustes et fonctionnels, sont devenus l'un des symboles de l'identité bretonne.

**CULTURE**

**Kounlevr - Mezheven**  
7 Juin 1810 - Sant Meriadeg. Naissance à Nantes (44000 Naoned) dans une famille de fondeurs suisses et protestants, de Jean-Simon **VORUZ**. Cet ingénieur développe une entreprise de fonderie qui coule des canons, des plaques d'égout ou des statues. C'est elle qui réalise l'armature métallique du passage Pommeraye et qui s'oriente en 1845 vers la construction de matériel de chemin de fer

Expression recueillie par **Ofis ar Brezhoneg**

**Gwareg-ar-glav**

Cette expression est inspirée du français. L'arc de la pluie est l'arc-en-ciel. On trouvera aussi dans le dictionnaire "**Gwareg-c'hlav**". Mais il existe d'autres dénominations plus bretonnes :

**"Kanevedenn"** s'emploie plus

fréquemment dans le Finistère ou encore

**"Roudenn-gi"** littéralement trace de chien.

**Langues régionales :**

Décidément, le gouvernement parisien s'enfoncé dans le ridicule le plus profond à propos des langues régionales. On sait que les amendements proposés par l'un ou par l'autre des députés à l'Assemblée nationale sont systématiquement escamotés, ou reportés à "plus tard" car il y a d'autres priorités, etc. Dans le cas où ils sont votés à la très faible majorité des rares votants présents, la barrière de tel ou tel Conseil d'Etat ou constitutionnel est là pour que l'amendement soit classé sans suite et on n'en parle plus jusqu'au prochain. Mais le comble a été atteint en ce début mai lorsque le gouvernement, dans le cadre de ce qu'il a appelé "Acte III de la décentralisation", a introduit un article 9 qui prend en compte «la connaissance des langues et cultures régionales» laissant aux collectivités locales le soin de "s'en occuper". Ce n'est, selon la gazette des communes et à très juste titre, qu'un maigre lot de consolation afin d'éviter la ratification de la charte européenne que la France a pourtant signée en 1992. On est en plein dans les fourberies de Scapin.

*Nous vous adressons cette "lettre d'information des Bretons" chaque mois, sauf avis contraire de votre part. N'hésitez pas à lui apporter vos contributions sous forme d'échos, illustrations, articles ou autres qui vous paraissent d'intérêt général pour la Bretagne et pour l'ensemble des Bretons. Elle a été élaborée à l'initiative de Paul Chérel, Jacques Le Maho et Pierre Le Moine.*

*Paul Chérel - Kersily - 56340 Plouharnel  
Mail: Keruhel@gmail.com*

*La plus grosse partie des dépenses entraînées par la production et la diffusion de cette lettre dont nous pensons souhaitable de conserver le caractère de gratuité, étant de nature postale, nous remercions tous ceux qui veulent bien nous communiquer leur adresse électronique - ce qui, non seulement permet de réduire les frais d'envois postaux (photocopies, enveloppes et timbres) que nous essayons de limiter à 400 exemplaires - mais leur permet de recevoir les pages supplémentaires.*

## NOUS AVONS REÇU : SUJETS DIVERS

Dans la lettre Polemai du 23 mai : Extrait

Puisqu'on le disait non visible, François Hollande a décidé de sortir de la tranchée et de donner l'assaut. La conférence de presse donnée le 16 mai à Paris par le président Hollande était attendue comme un événement européen par les journalistes de la presse française, mais également par les confrères étrangers. Si, du côté français, le clivage habituel est resté le même, la gauche louangeuse, la droite assassine, à l'étranger, et notamment en Allemagne, les avis furent plus nuancés et surtout plus interrogatifs. Polémia présente à ses lecteurs deux sons de cloche. Le premier émane d'un site d'informations et de commentaires politiques européen que Polémia cite parfois et qui retrace sous forme d'articles courts les grands événements : il s'agit de Press europ (<http://www.presseurop.eu/fr>). Le second est un commentaire, signé de Raoul Fougax, mis en ligne sur le site français Metamag, que nos lecteurs lisent parfois sur nos pages.

Polémia

### Conférence de presse du président de la République du 16 mai 2013 à Paris I - Hollande relève le défi de Merkel (Press europ)

« Une offre française pour l'Europe, enfin ! » : Le Monde salue l'orientation européenne donnée par le président français lors de sa conférence de presse du 16 mai. Ce fut une adresse. Aux Européens et à l'Allemagne. Lors de sa conférence de presse, François Hollande a enfin abandonné l'esquive et la politique de la chaise vide européenne qu'il pratiquait depuis son élection. [...] En affirmant que la France devait être un « trait d'union » entre le Nord et le Sud de l'Europe, le chef de l'État renonce à fédérer les pays latins contre l'Europe germanique. Le quotidien estime par ailleurs qu'en appelant à « un gouvernement économique » de la zone euro, François Hollande prend au mot Angela Merkel, qui avait proposé, il y a un an, une union politique. A l'époque, il avait critiqué une proposition vide. Aujourd'hui, il lui donne un « contenu ». Prendre les Allemands au mot, c'est la bonne stratégie. Il y a de nouveau une offre française sur la table européenne. Enfin ! Mais celle-ci ne sera crédible que si M. Hollande met en ordre la maison France.

En Allemagne, les propos de François Hollande ont été reçus avec beaucoup moins d'enthousiasme. Die Welt estime ainsi que sa « soi-disante offensive contient essentiellement des mesures que son prédécesseur avait déjà présentées », qu'il s'agisse du gouvernement économique européen que Sarkozy avait demandé en octobre 2008 devant le Parlement européen à Strasbourg ou de l'idée des obligations européennes qui pour des raisons tactiques ne s'appellent plus eurobonds chez Hollande, afin que les Allemands têtus les acceptent un jour.

Concernant son adresse à l'Allemagne, Die Welt rétorque que l'on doit interpréter l'attitude de Hollande qui consiste à « pester notoirement contre l'austérité allemande non seulement comme un positionnement idéologique, mais aussi comme une mesure tactique » : en se présentant comme celui qui lutte contre le spectre du diktat de l'austérité à la Merkel, il essaie de gagner en marge de manoeuvre pour, dans le meilleur des cas, faire passer des réformes impopulaires. Angela Merkel devrait donc continuer de lui servir de punching-ball européen pendant encore un peu de temps.

Presseurop

### II - Le Coup de bluff de François Hollande, Général Coué

Mais qui se ralliera à son panache rose ? Puisqu'on le disait non visible, François Hollande a décidé de sortir de la tranchée et de donner l'assaut. « En avant et tous derrière moi ». Reste qu'il n'est pas sûr que les troupes suivent et que l'attaque soit décisive. Sa conférence de presse n'a pas été un échec sur la forme. Hollande est bon et il est sympathique. Mais cela ne suffit pas. Cela ne suffit pas pour convaincre une opposition qui ne lui trouve aucune vertu, sans grande surprise. Cela ne suffit pas et c'est plus grave, pour entraîner ceux qui pensent qu'il est dans une stratégie de trahison molle de ses promesses socialistes de campagne.

On est impressionné ou interloqué par un optimisme assez surréaliste. Le décalé entre sa confiance et le ressenti des Français, démontré par tous les sondages, est un abîme vertigineux. Cela ne semble pas le troubler. Il continue à affirmer que la courbe du chômage va s'inverser. C'est en contradiction totale avec la situation de récession et la baisse du pouvoir d'achat qui condamne la relance par la consommation.

C'est pourquoi il veut un gouvernement économique européen, nouveau renoncement quoi qu'il en dise à la souveraineté de la France dont il a tant parlé. Et il est vrai que si la France est gouvernée pour l'essentiel par l'Europe, le remaniement n'est plus une nécessité. Voila donc les ministres en place confortés mais avertis. Il faut maintenant se rallier au panache blanc du président et ne pas jouer les francs-tireurs. Fabius a dû sentir le vent du boulet. Son Opa sur Bercy et peut-être sur Matignon semble avoir fait long feu. Quant à l'ouverture politique, c'est niet-niet à Borloo et Bayrou et niet à Mélenchon. Les deux premiers sont certainement très déçus. Mélenchon, lui, aura eu la preuve d'une ligne très peu favorable à la gauche de la gauche, une ligne sociale démocrate pas vraiment assumée et même pour certains sociale libérale. ...

Coup de bluff donc dans l'attente d'une divine surprise. Y croit-il ?

Raoul Fougax - Metamag

Tout cela est "bidonnant" ajoute Dihunomp;

### De tout un peu

#### Déficit public :

Selon le dernier chiffre publié par Eurostat, le déficit public français a atteint 4,9 % du Produit Intérieur Brut ( PIB ). Ce déficit ( dépenses de l'État dépassant ses recettes ) est récurrent depuis 1980. Il est bien évident que cette anomalie permanente de gestion budgétaire entraîne une dette qui ne cesse d'augmenter d'année en année et que l'on charge les générations suivantes d'éponger ou d'essayer de le faire. Bel exemple d'égoïsme généralisé et de lâcheté et d'incompétence des dirigeants, dont la seule préoccupation semble d'être réélus !

#### Formation professionnelle :

L'État veut s'occuper de tout, c'est bien connu, y compris en matière de formation professionnelle alors qu'élus et administratifs n'ont guère de connaissances pratiques et expérience dans les domaines concernés. C'est ainsi que trois personnes sur quatre interrogées par "Acteurs publics" estiment que l'argent public consacré à la formation professionnelle (*estimation globale 20 milliards d'euros pour l'Etat et ses collectivités*) « est utilisé de manière inefficace. Principal reproche : les publics ciblés ne sont pas les bons. Les Français font surtout confiance aux branches professionnelles pour piloter la formation . » Le gouvernement actuel projette pourtant pour la fin de l'année une loi « visant à créer pour chaque salarié un compte de formation » Un sondage exclusif à lire dans "Acteurs publics" en date du 2 mai. Les "régions" (*ndlr: les administratives*) et "Pôle emploi" figurent parmi les moins aptes à s'occuper de la question.

#### Emplois d'avenir :

A l'origine, les "emplois d'avenir" - encore une de ces formules "tape-à-l'œil" dont les élus sont si friands -, ne devaient concerner que les collectivités et le secteur associatif. Ils étaient destinés à des jeunes de 16 à 25 ans, peu ou pas qualifiés, ou des personnes handicapées de moins de 30 ans, afin de leur permettre d'accéder à un premier emploi. Vu leur faible succès ou le peu d'enthousiasme suscité, le président de la République française a évoqué au début du mois de mai l'ouverture du dispositif au secteur privé au grand dam d'ailleurs du ministre du Travail qui voulait rester fidèle aux conditions initiales. Libre aux entreprises de considérer cette offre "généreuse" comme une "patate chaude" ! En fait "d'emplois d'avenir", il semble, selon la gazette des communes, que sur les 17200 contrats signés (on en prévoyait 100.000 pour la fin de l'année) seuls 5 % étaient des CDI, les autres étant des CDD de 3 ans et même (26%) de seulement 1 à 3 ans.

#### Fessenheim :

Selon Enviro 2B, la fermeture de Fessenheim pourrait coûter entre 5 et 8 milliards à EDF, une facture qui pourrait conduire EDF à demander une aide de l'État pour fermeture anticipée alors qu'elle considère que l'usine pourrait encore produire pendant 20 ans en toute sécurité. Et comme l'État est déjà surendetté, où trouvera-t-il l'argent ? On peut penser que, pour respecter la promesse du candidat, le président fera encore appel à la générosité du contribuable. Secours inattendu, plusieurs centaines de personnes ont manifesté le 4 mai, à l'appel d'élus locaux contre la fermeture de la centrale. Selon elles, cette fermeture pourrait provoquer la perte de 2000 emplois directs et indirects et le départ de quelque 5000 habitants de la commune et des environs.

L'IREF est un think-tank européen spécialisé dans la recherche indépendante sur des sujets économiques et fiscaux. A ce titre, il publie des études dont beaucoup d'élus, d'enseignants ou autres formateurs devraient s'inspirer. En voici deux dont nous ne reproduisons que les préambules laissant le soin aux intéressés de consulter le site : « <http://www.irefeurope.org/user>

suite de la page 5

### **Entrepreneuriat à l'école :**

#### **commençons par les manuels et par la formation des jeunes**

En France, manuels et programmes scolaires ignorent ou condamnent l'entreprise et l'enseignement économique est confié à des fonctionnaires. En Allemagne, ce sont les entreprises qui parlent aux élèves, les forment et les embauchent. L'école doit « stimuler l'esprit d'entreprise », a déclaré le Président lors des Assises de l'entrepreneuriat. On ne peut qu'applaudir.

Le président aurait-il lu nos travaux ? Fin septembre 2012, l'IREF a publié une Étude consacrée à l'image de l'entreprise et de l'entrepreneur dans les manuels de 1ère et de Terminale. Les conclusions étaient sans appel : dans la plupart des manuels analysés, le rôle de l'entrepreneur et de l'entreprise dans la création de richesses est occulté et l'entreprise n'occupe généralement qu'une petite dizaine de pages. Plus grave encore, l'entrepreneur est absent des manuels et aucune histoire d'entrepreneur n'est mentionnée. L'État est toujours présenté comme l'acteur économique principal car c'est un « régulateur indispensable ».

L'initiative de François Hollande correspond donc bien à une réalité dans un pays rongé par le chômage et dans lequel les jeunes préfèrent devenir fonctionnaires qu'entrepreneurs. Un récent sondage réalisé par le cabinet PricewaterhouseCoopers montre qu'environ 8 % des Français seraient prêts à créer leur entreprise, contre 20 % aux États-Unis, Australie ou Grande-Bretagne.

Mais l'« esprit d'entreprise » ne se décrète pas (il vaut mieux parler d'esprit d'entreprendre). Il commence d'abord par des changements dans les manuels scolaires où devraient figurer les réussites des entrepreneurs français (Niel, Beigbeder, Simoncini...) et aussi étrangers (Gates, Zuckerberg, etc...). Leurs succès doivent constituer des exemples à suivre pour nos élèves. Ensuite, il faut changer l'esprit des manuels en soulignant le rôle du marché et de l'innovation dans le monde d'aujourd'hui. Ce n'est pas l'État l'acteur économique le plus important, mais bien l'entrepreneur.

Ensuite, il s'agit de faire comme en Allemagne, en confiant la formation des jeunes aux entreprises elles-mêmes. Ce n'est pas un hasard si le taux de chômage des jeunes est en Allemagne à 7.7 % et en France à 19.2 % (presque 3 fois plus !). De l'autre côté du Rhin, l'insertion des jeunes dans l'entreprise n'est pas décidé par le ministère de l'Éducation mais par les entreprises. Ce sont elles qui décident des formations à suivre par les jeunes et non pas les fonctionnaires du ministère.

Lorsqu'il était ministre de l'Éducation, en 1999, Claude Allègre avait proposé aux enseignants d'aller dans les entreprises pour s'imprégner de l'esprit d'entreprendre. Tout de suite, les syndicats ont protesté tout en organisant des manifestations. La proposition est passée aux oubliettes et Claude Allègre quittera le ministère l'année suivante. Cette situation risque de se répéter au sein d'un ministère phagocyté par des syndicats gauchistes et qui refusent la moindre réforme (le journal Libération (2/05) a d'ailleurs titré « Hollande impose les patrons au programme »). Persuader le Mammouth du rôle de l'entreprise ne sera pas chose aisée.

Nicolas Lecaussin - 8 mai

#### **Un an après : la « Boîte à outils » de François Hollande détruit l'emploi**

En 2012, l'État ponctionnait aux Français près de 44,9 % de la richesse nationale. Les nouvelles taxes créées par le gouvernement devraient accroître ces prélèvements de plus de 50 Milliards d'euros selon le dernier rapport des prélèvements obligatoires. Ces nouveaux prélèvements, loin d'accompagner une éventuelle reprise de la croissance, vont au contraire pénaliser les entreprises, donc la croissance économique et l'emploi.

Ainsi, les 12,2 Milliards d'euros de prélèvements supplémentaires sur les entreprises auront un effet très négatif sur l'emploi. En effet, ces hausses d'impôts, ciblées sur les grandes entreprises, vont avoir un effet négatif mesurable sur leurs investissements directs, mais également sur leurs sous-traitants et leurs fournisseurs que sont les PME. Au total l'étude de l'IREF calcule que ces hausses d'impôts vont, directement et indirectement, détruire 70.000 emplois supplémentaires en France.

- 12,2 Milliards € de nouveaux impôts sur les entreprises,
- Un fardeau fiscal responsable de 0,5 % de croissance en moins,
- 99.500 emplois détruits en 2012 dans le secteur marchand, plus de 160.000 destructions prévues pour 2013,
- 70.000 emplois seront perdus en 2013 à cause de la hausse de la fiscalité,
- 21,5 % dans les grandes entreprises, 78,5 % dans les PME.

Étude réalisée par l'IREF le 14 mai  
en collaboration avec l'association Contribuables Associés

### **L'État, l'informatique et Internet :**

Il semble qu'il leur est difficile de faire bon ménage même en dépit du « mariage pur tous ». Nous avons déjà eu fin avril l'histoire du « logiciel fou » racontée par « Acteurs publics ». Il s'agit du logiciel baptisé Louvois qui aurait conduit à un trop-payé aux militaires de quelque 106 million d'euros. Casse-tête pour le ministère de la Défense : comment récupérer cette somme ? Il y eut ensuite le feuilleton Dailymotion, une plate-forme de vidéo, création 100% française, connaissant un très grand succès mondial. Rachetée grâce à la vente de son site d'achat et vente en ligne à la société japonaise Rakuten, elle avait pu doubler ses activités en deux ans. Il lui fallait encore se développer pour affronter la concurrence. Pierre Kosciusko Morizet, frère de l'ancienne ministre Nathalie, resté PDG de Priceminister après la vente à Rakuten, pensait que l'arrivée d'Américains serait la bienvenue, les Japonais étant d'accord. Un acheteur s'était présenté « Yahoo » mais le ministre du Redressement Productif Arnaud Montebourg a manifesté son opposition, d'où abandon de l'offre faite par Yahoo. Épilogue : Orange annonce qu'elle va « recapitaliser » Dailymotion à hauteur de 30 à 50 millions d'euros avec quand même en arrière-pensée la recherche de « nouveaux » partenaires de niveau international. Troisième sujet : le 13 mai, la ministre de la Culture annonçait la fin de mission de la « Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des Droits sur Internet (Hadopi), ceci faisant suite à la remise du rapport Lescuré.

### **Énergies Marines Renouvelables (EMR) :**

Actu environnement, dans son édition du 6 mai, fait état d'un rapport de la mission d'étude commandée par le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et le Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEIIET) selon lequel « L'hydrolienne de 1 MW d'Alstom, a produit de l'électricité sur le site d'essai hydrolien du Centre européen des énergies marines (EMEC), au large des Orcades (Écosse).» Dommage que le nombre de KWh ne soit pas mentionné ! L'article reste d'ailleurs assez prudent sur les conditions de développement de la filière. Pour réduire les coûts, les auteurs du rapport préconisent de mutualiser les frais fixes, communs aux industriels, de raccordement électrique, d'études préalables et d'impact. Mais d'ores et déjà, on pense au tarif d'achat à instaurer et surtout à la création d'un « Comité National d'Orientation des Énergies Marines ».

### **Énergie nucléaire :**

La Turquie a retenu Areva pour la construction et GDF Suez pour la gestion et l'exploitation d'une nouvelle centrale nucléaire à implanter à Sinap au bord de la mer Noire (ndlr : *Kara Deniz en turc*). Elle comprendra 4 réacteurs de type Atmea de conception franco-japonaise pour une puissance totale installée de 4 500 GigaWatts. De leur côté, la Grande-Bretagne et EDF semblent avoir trouvé un accord sur les tarifs de gestion du nouveau projet d'extension de la centrale de Hinkley Point comprenant deux réacteurs EPR conclu en mars 2013.

### **Canal Seine-Nord :**

Suite des informations publiées le mois dernier ; le ministre des Transports Frédéric Cuvillier a lancé les travaux de « reconfiguration » du canal Seine-Nord, selon la gazette des communes du 27 mai, ceci afin de permettre plus facilement un coût plus soutenable et ainsi la participation de l'Europe au financement. Les premières propositions de la mission confiée à Rémi Pavros, député du Nord, sont attendues à l'automne prochain.

## STX-Chantiers navals de Saint-Nazaire : l'heure de vérité

Trois ans seulement après une commande, les chantiers navals de Saint-Nazaire arrivent à livrer des bâtiments de plus de 300 mètres de long et de plus de 50 mètres de haut (équivalent à 20 étages). Ces monstres combinant du très « gros œuvre » à côté d'aménagements intérieurs raffinés, le respect du planning et des coûts, représente un défi considérable. Un exploit qui force l'admiration : cela semble irréalisable pour des constructions équivalentes sur la terre ferme. La maison-mère coréenne de ces chantiers envisage pourtant de vendre la totalité de STX Europe. L'occasion de ne plus repousser la question : comment rendre cette activité viable en France ? ....

### Un marché dominé par les acheteurs

Si les clients font la queue pour se procurer des produits Apple, Hermès, BMW, Airbus ou Boeing, ce n'est pas le cas pour ceux des Chantiers de l'Atlantique. Régulièrement tous les deux ou trois ans, le carnet de commandes du constructeur est vide. La moitié des salariés sont ou vont être mis en chômage technique partiel ou total (actuellement 800 sur 2.100 salariés), un moindre mal mais coûteux pour le pays, et les sous-traitants (environ 4.000 salariés) commencent à réduire leurs effectifs. Un plan de départ volontaire est mis en place pour quelques centaines de salariés (357 personnes en 2010). Une situation de notoriété publique dans la presse, qui met l'entreprise dans une situation très inconfortable pour négocier avec un client éventuel en situation de force. D'autant plus que la situation est souvent similaire dans le chantier finlandais de STX qui produit des bateaux identiques.

### Un soutien permanent de l'État

Dès l'annonce du projet de vente de STX Europe, le gouvernement a annoncé son soutien au constructeur français. Tous ses prédécesseurs s'étaient aussi mobilisés pour sauver ces Chantiers, à la fois pour trouver des contrats (comme les portes hélicoptères pour la Russie ou le bateau de croisière géant pour la Lybie du colonel Khadafi), ou/et pour mettre en place des financements « innovants ». Et l'objectif du gouvernement de trouver des débouchés à ce chantier naval français dont l'État est actionnaire, a été central dans le lancement des plans d'éoliennes off-shore. L'avenir dira si ces projets sont rentables pour la France. Malgré tout, le nombre de salariés a baissé de 4.550 en 2001 à 2.100 dix ans plus tard.

### Financements « innovants »

2013 : à l'occasion de la perte du contrat du paquebot Oasis par le chantier STX Finlande, le gouvernement finlandais a annoncé qu'il allait demander à la Commission européenne de vérifier si les règles de concurrence ont bien été respectées. Le PDG coréen de STX Europe avait en effet déclaré que le gouvernement finlandais avait été moins « dynamique » dans la recherche de financement ;

2010, Nicolas Sarkozy : Il n'y avait pas une banque pour le financer, a rappelé Nicolas Sarkozy en présence de l'armateur Gianluigi Aponte. Donc, qu'est-ce qu'on a fait avec la Coface, avec l'État ? On lui a prêté l'argent, on lui a garanti l'argent..

2013 : Le gouvernement vient d'attribuer 100 millions d'euros à la construction navale, somme prise sur les « investissements d'avenir » mis en place par le gouvernement précédent.

### La vérité aux salariés de STX France

À l'annonce du projet de vente de STX Europe, les syndicats français se sont aussitôt inquiétés, à juste titre, vu les hauts et les bas de leur entreprise. Hostiles à une possible reprise par des chantiers italiens, ils réclament des solutions allant de l'augmentation de la participation de l'État au capital de STX France (CGC) à la nationalisation totale de STX France (FO). Des propositions inadaptées, d'une part parce que STX Europe, l'entreprise mise en vente, est une structure qui dispose de 15 autres chantiers dans le monde, et que les Chantiers de l'Atlantique isolés seraient sans doute dans une situation encore plus difficile. Mais la nationalisation ne traite surtout pas le problème de fond, qui est de trouver des clients à des prix rentables, permettant à l'entreprise de vivre sans l'aide de l'État. L'épopée du France s'est achevée quand les Français ont réalisé qu'il n'était pas logique de subventionner les croisières de riches étrangers. La vente de STX Europe doit être l'occasion de résoudre le problème de fond : comment rendre rentables les Chantiers de l'Atlantique pour qu'ils ne finissent pas comme le France.

### Pour une approche responsable et financièrement viable du problème

En définitive l'épreuve de vérité pourrait venir d'un changement de stratégie à laquelle l'APE (Agence de participation de l'Etat) pourrait prendre toute sa part, en respectant son objectif de Family Office à la française. Cette proposition est crédible si l'agence intervient en sa qualité d'investisseur avisé.

iFRAP 14 mai - **Philippe François**

*Investisseur avisé, une Agence de l'Etat ? on demande à voir !*

~~~~~

### Ateliers du futur

Deux lecteurs ont réagi assez vivement en lisant dans la « chronique nantaise » du mois dernier ce que nous écrivions au sujet des « Ateliers du futur ». Leur argument était que ces « ateliers » étaient de la pure propagande de la région factice des Pays de la Loire (PdL), organisés à grands renforts de deniers publics. Nous prenons acte en déplorant toutefois que l'argumentaire ne soit pas étayé par des chiffres. Il est très vraisemblable cependant qu'il soit entièrement fondé. 16 séances étaient prévues, les deux dernières se sont déroulées à Saint Nazaire le 13 mai et à Nort-sur-Erdre le 21. Il est un fait que les sujets étaient soigneusement encadrés - à la française - et que chaque table de 8 à 9 personnes était « animée » par un représentant politique bien choisi par le conseil régional. Le débat démocratique a donc été absent. Pourtant, quelle belle occasion cela aurait pu être si de fervents adeptes de la réunification avaient, à titre individuel ou au titre d'une association locale, répondu aux seize invitations prétendument ouvertes à tous pour y mettre leur « grain de sel » personnel et affirmer que le pays nantais et le département de Loire-Atlantique n'avaient aucun avenir s'ils restaient confinés dans une région majoritairement séduite par l'attraction parisienne. Belle occasion pour les pêcheurs de Pornic, Le Croisic, La Turballe de défendre à Bruxelles la pêche bretonne en compagnie de Lorient, Le Guilvinec, Erquy ou Saint-Malo à l'instar des Écossais pour leurs propres activités halieutiques ; belle occasion pour les universités et laboratoires de développer leur savoir avec leurs homologues brestois ou rennais ; belle occasion de disposer d'un aéroport d'importance mondiale, rayonnant sur toute leur Bretagne ; belle occasion d'accueillir, comme de tous temps, une main d'œuvre bretonne travailleuse, compétente et honnête ; belle occasion de réaliser enfin de bonnes liaisons routières et ferroviaires avec leur vrai arrière-pays, belle occasion pour le Vignoble nantais de reconquérir l'accompagnement de tous les fruits de mer bretons...

Rien de tout cela en tant que Pays de la Loire !

Pour Dihunomp, **Paul Chérel**

## Chronique nantaise

Nous établissons cette petite chronique nantaise grâce à des informations communiquées par **G. Lemée-Sarrazin** que nous tenons à remercier ici, car ce qui se passe dans notre cinquième département est assez minutieusement occulté par les médias de grande diffusion qui veulent nous faire croire que la Bretagne se limite à 4 départements. *« Ateliers du futur » (voir article en marge), une « restitution finale » sera faite le 15 juin a annoncé Jacques Auxiette lors de la dernière séance.*

*A propos du référendum alsacien, la majorité de gauche (groupe socialiste et divers gauche) du CG 44 a déclaré dans son bulletin mensuel : « Lucides, les Alsaciens s'en sont saisis pour défendre leurs départements et refuser une forme de recentralisation des pouvoirs locaux qui n'aurait pas permis d'économie et qui n'aurait pas amélioré l'efficacité des collectivités concernées. »*

*A l'occasion du congrès de la confédération des capitaines de navires à la maison de la Mer de Nantes qui s'est tenu les 10 et 11 mai, Raymond David, organisateur répond à une question du quotidien Presse Océan : Dans quel état la marine marchande se trouve-t-elle aujourd'hui ? « Bourbon, Louis Dreyfus et quelques rares autres compagnies naviguent encore sous pavillon français ou RIF (Registre International Français), CMA-CGM est aussi un armateur important mais beaucoup de ses navires ne sont pas sous pavillon national. Je ne comprends pas qu'un état puisse abandonner un mode de transport aussi essentiel que le maritime. »*

*Saint-Nazaire prévoit d'accueillir le 1er juin 2014 un paquebot transportant 300 passagers américains à l'occasion d'une croisière sur le thème de la seconde guerre mondiale. A Montoir-de-Bretagne, la CMA-CGM offre un service de fret (conteneurs et marchandises diverses) vers Saint-Petersbourg, via Dunkerque.*

suite page 8

~~~~~



Ci-contre, la couverture d'un livre écrit en 1926 par Yves de Boisboissel, le père d'un de nos lecteurs et préfacé par le Maréchal Lyautey : un véritable hymne à la Bretagne comprenant deux parties : Souffles du terroir (Argoat) et souffles du large (Armor). Nous pensons que nos lecteurs apprécieront l'extrait que nous faisons d'un chapitre de la première partie intitulé :

Ma nourrice

A présent, c'est une très vieille femme, une «mamm goz». Chaque fois que je reviens au pays je la retrouve plus courbée, plus minée par la vie, plus proche de la terre qui l'attend. Ses yeux aux paupières rougies pleurent sans cesse. ses mains soigneuses qui m'ont tenu,

tout petiot, pressé contre elle ont un geste régulier, machinal, comme pour égrener les derniers jours. ...

Je contemple, dans le jour tombant, cette austère figure de vieille Bretonne, que voilera bientôt la nuit éternelle... Elle m'est très chère, cette paysanne au front ridé qui fut ma nourrice ! Je sens ce que je lui dois ; j'ai reçu d'elle, avec son lait, la substance propre de la Bretagne, son âme inquiète et nostalgique, comme si la terre celtique m'avait elle-même nourri, la terre maternelle qui nous a façonnés à son image, et nous recueillera un jour, consolatrice muette.

### L'UBAPAR communiqué

42 séjours sont organisés cet été. Si vous souhaitez inscrire vos enfants, faites-le rapidement pour faciliter le travail de préparation des équipes d'animation et pour être sûr d'avoir une place (15 séjours sont déjà complets).

Filer à vélo le long du canal de Nantes à Brest, profiter de Rennes l'été avec une bande de copains, explorer la baie de Daoulas en kayak ou à la voile, réaliser un film avec Canal Ti Zef, découvrir le festival fisel de l'intérieur, pratiquer le gouren et le foot gaélique... Il y en a pour tous les goûts.

Vous trouverez la liste des séjours où il reste de la place ici : <http://camps-breton-gallo.ubapar.org>

Des séjours de vacances en français sont également organisés dans le réseau UBAPAR : <http://www.ubapar.org/article396.html>

42 prantad vakansoù zo kinniget evit an hañv. Ma fell deoc'h enskrivañ ho pugale, grit buan evit aesaat labour prientiñ ar skipailhoù buheziñ hag evit bezañ sur kaout ur plas (15 staj zo leun dija).

Foetañ bro war velo, anavezout gwelloc'h kêr Roazhon gant ur vandennad kamaraded, kaiakiñ pe bageal ba bae Daoulaz, sevel ur film gant Canal Ti Zef, bevañ ar festival fisel eus an diabarzh, pleustriñ ar gouren hag ar mell-droad gouezelek... Pep hini a gavo e lod.

War lec'hienn UBAPAR emañ roll ar c'hampoù ma chom plas enno : <http://camps-breton-gallo.ubapar.org>

Kampoù gallek vez aozet ivez e rouedad

UBAPAR : <http://www.ubapar.org/article396.html>

### E berr gomzoù

**Le festival Anne de Bretagne** se déroulera cette année à Pornichet du 4 au 16 juin. En permanence salle du conseil de l'ancienne mairie, une Histoire d'Anne de Bretagne et une exposition de coiffes et costumes de Pornichet et de Loire-Atlantique. En clôture, le 16 juin, un concours de sonneurs et le festival de danses, chants et musiques **Idée saugrenue** : celle de Jean Blaise de baptiser le château des Ducs de Bretagne "Château Mercœur". Mercœur est un de ces "gouverneurs" de Bretagne nommés par la France en 1582 alors qu'il était duc de Lorraine. Juste un préfet en quelque sorte n'ayant rien à faire en Bretagne. **Mouezh Paotred Breizh** : le chœur d'hommes de Bretagne donnera un concert le 9 juin à 16h. en la chapelle de Saint-Gildas en Carnoët (22800) **Croisières** : Marine & Loire croisières propose plusieurs dates de croisières d'une journée entre Nantes et Saint-Nazaire ou Saint-Nazaire et Nantes tout au long des 5 mois d'Avril à Octobre. L'estuaire comme vous ne le connaissez pas

### Chronique nantaise

suite de la page 7

La cathédrale a retrouvé un nouveau chœur en ce mois de mai inauguré par Mgr. Jean-Paul James.

Les deux grandes écoles d'enseignement supérieur, Audencia et Centrale de Nantes, ont conclu une alliance de synergie afin de permettre à leurs 4600 étudiants et 200 enseignants-chercheurs d'acquérir une double compétence commerciale et technique. L'alliance prévoit en effet de renforcer les liens déjà créés précédemment notamment sur l'interface ingénierie et management et sur une recherche coordonnée entre les deux établissements.

.bzh : En plus de ce que nous disons en page 3 au sujet de ce nom de domaine accordé à la Bretagne, voici le titre choisi par la gazette des communes du 15 mai pour diffuser l'information : **.bzh pour la Bretagne et la Loire-Atlantique**. C'est en effet l'occasion pour toutes les entreprises de la L.A. et donc pas seulement pour les Bretons en tant qu'individus, de choisir ce nom de domaine pour affirmer leur identité bretonne et faire connaître au monde entier la provenance de leurs productions. Espérons que cela mettra un point final à ces guides touristiques tronqués, aux brochures publicitaires de fédérations artisanales ou commerciales et autres propagandes imbéciles qui considèrent servilement (elles ne savent même pas pourquoi) que la Bretagne n'est que cette petite région administrative réduite à quatre départements.

"Kentelioù an noz" s'est lancé dans une initiative originale "jardiner en breton". La mairie de Nantes, dans une sorte de défi, lui a accordé (prêté) un petit terrain près du boulevard Guist'hau. Avec le soutien du Service des espaces verts, l'association en a profité pour créer le jardin "Al liorzh voutin" (jardin partagé) où, tout en jardinant, les personnes bénévoles pourront parler breton ou s'y initier.

Titre relevé dans le mensuel breton "Bremañ" du mois de mai: « Kêr-benn Breizh a lavar ya d'ar brezhoneg. Gortozet e oa. Sinet eo bet ar garta "ya d'ar brezhoneg" gant kêr Naoned d'ar Sadorn a viz Ebrel 2013 »

Le muguet nantais a eu chaud - c'est une façon de parler - car l'hiver prolongé a risqué de retarder la récolte et rendre la vente quasi impossible. Quelques jours de temps doux et ensoleillé arrivant fort à propos ont évité la catastrophe. La production nantaise représente 85% des 50 millions de brins vendus aux alentours immédiats du 1er mai.

### Dernière minute

Communiqué de Bretagne Réunion en date du 27 mai

**Riposte à la réunion finale de l'opération de communication " Pays de la Loire 2040" samedi 15 juin à Nantes (voir notre info en page 7)**

Afin de dénoncer l'opération de communication "Pays de la Loire 2040" et le détournement de la démocratie participative, Bretagne Réunion vous invite à 2 événements samedi 15 juin à Nantes.

**de 12H à 14H15 piquenique festif et revendicatif** devant l'école d'architecture de Nantes (bar et stand galettes-saucisses sur place) pour organiser un comité d'accueil et une distribution de tracts à partir de 13H30 aux participants à la réunion finale "Pays de la Loire 2040" (vous pouvez apporter votre matériel de piquenique : tables, chaises, parasols, jeux...)

**de 14H30 à 17H30 Forum citoyen de Bretagne** à la maison des syndicats- ancienne gare de l'Etat (à 5 mn à pied de l'école d'architecture) afin de présenter l'appel de Pontivy (dont Bretagne Réunion est signataire) et les exemples de votation citoyenne au Pays Basque (pour le département Basque) et en Catalogne sud. Présentation faite par des responsables francophones de ces 2 expériences).

Un parking gratuit est accessible à la pointe ouest de l'île de Nantes (grue grise). Un parking payant est disponible en face des nefs des Machines de l'île (éléphant).

**Bretagne Réunion BP 49032 44090 Nantes Cedex 1**

**Visiter notre site : [www.BRETAGNE-REUNIE.org](http://www.BRETAGNE-REUNIE.org)**

**Nos contacts : [contact@bretagne-reunie.org](mailto:contact@bretagne-reunie.org) 06 82 67 19 46**